

CONFEDERATION SYNDICALE INTERNATIONALE (CSI)

NORMES FONDAMENTALES DU TRAVAIL INTERNATIONALEMENT RECONNUES EN MAURITANIE ET GUINEE

**RAPPORT POUR L'EXAMEN DES POLITIQUES
COMMERCIALES DE MAURITANIE ET DE GUINEE PAR LE
CONSEIL GENERAL DE L'OMC
(Genève, 28 et 30 septembre 2011)**

NOTE DE SYNTHÈSE

La Mauritanie et la Guinée ont ratifié les huit conventions fondamentales du travail de l'OIT. Compte tenu des restrictions aux droits syndicaux des travailleurs, notamment de la discrimination et de graves problèmes liés au travail des enfants et au travail forcé, il est nécessaire de prendre des mesures décisives pour respecter les engagements souscrits par la Mauritanie et la Guinée à Singapour, Genève et Doha, dans le cadre des déclarations ministérielles de l'OMC entre 1996 et 2001, ainsi que dans le cadre des Déclarations de l'OIT sur les principes et droits fondamentaux au travail et sur la justice sociale.

Bien que la législation des deux pays reconnaisse le droit syndical, le droit de négociation collective et le droit de grève, ceux-ci restent frappés de nombreuses restrictions dans la pratique. Dans les deux pays, les forces de l'ordre ont continué à recourir à la répression à l'encontre des grévistes et des manifestants. Dans les deux pays, les syndicats s'affrontent aux persécutions, aux menaces et à l'intimidation.

Si la Mauritanie et la Guinée interdisent la discrimination liée à l'appartenance ethnique et au sexe notamment, elles sont néanmoins dépourvues de lois interdisant le harcèlement sexuel sur les lieux de travail. Les femmes sont sujettes à des inégalités salariales considérables au regard des hommes et se trouvent confinées dans des postes informels et faiblement rémunérés. La discrimination touche différentes minorités ethniques, les handicapés, les homosexuels et les personnes vivant avec le VIH/sida.

La législation réglemente le travail des enfants mais pas toujours conformément aux Conventions 182 et 138 de l'OIT. Le travail des enfants, en particulier sous ses pires formes, représente un problème dans les deux pays. L'insuffisance des moyens à la disposition des organismes chargés de l'application de la loi est exacerbée par un contrôle déficient.

Le travail forcé et la traite des êtres humains sont interdits dans les deux pays. Il est estimé qu'environ 20 pour-cent de la population mauritanienne sont soumis à des situations assimilables à l'esclavage, le gouvernement continuant de tolérer à très large échelle de pratiques s'apparentant à de l'esclavage. La Guinée n'a pas accompli de progrès notables dans la lutte contre ces crimes.

NORMES FONDAMENTALES DU TRAVAIL INTERNATIONALEMENT RECONNUES EN MAURITANIE ET GUINÉE

Introduction

Le présent rapport sur le respect des normes fondamentales du travail internationalement reconnues en Mauritanie et Guinée s'inscrit dans le cadre d'une série que la CSI réalise conformément à la Déclaration ministérielle adoptée lors de la première Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (Singapour, 9-13 décembre 1996), dans laquelle les ministères déclaraient : « Nous renouvelons notre engagement d'observer les normes fondamentales du travail internationalement reconnues. » La quatrième Conférence ministérielle de l'OMC (Doha, du 9 au 14 novembre 2001) a réaffirmé cet engagement. Ces normes ont bénéficié d'un appui supplémentaire au travers de la Déclaration sur les principes et droits fondamentaux au travail, que les 174 pays membres de l'Organisation internationale du Travail (OIT) ont adoptée en juin 1998 à la Conférence internationale du Travail et de la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, adoptée à l'unanimité par l'OIT en 2008.

Les organisations affiliées à la CSI en Mauritanie sont la Confédération Générale des Travailleurs de Mauritanie (CGTM), la Confédération Libre des Travailleurs de Mauritanie (CLTM), la Confédération Nationale des Travailleurs de Mauritanie (CNTM) et l'Union des Travailleurs de Mauritanie (UTM), qui représentent conjointement un effectif d'environ 105.000 adhérents à travers différents secteurs d'emploi en Mauritanie. En Guinée, les organisations affiliées à la CSI sont la Confédération Nationale de Travailleurs de Guinée (CNTG), l'Organisation Nationale des Syndicats Libres de Guinée (ONSLG) et l'Union Syndicale des Travailleurs de Guinée (USTG). Celles-ci représentent conjointement 140.000 personnes approximativement.

Mauritanie

Le 6 août 2008, le gouvernement élu de Sidi Ould Cheikh Abdellahi a été renversé par la dictature militaire du général Mohamed Ould Abdel Aziz. Bien que vigoureusement condamné par la communauté internationale, à niveau national, le putsch a bénéficié du soutien d'une majorité de législateurs et de maires. Aziz a démissionné en juin 2009 laissant la place à un gouvernement de transition qui a conduit le pays aux élections un mois plus tard. Le 19 août, la police à Nouakchott a brutalement réprimé une manifestation organisée par les syndicats pour dénoncer le coup d'État militaire. Bien que la manifestation ait été autorisée préalablement, plusieurs syndicalistes, dont Samory Ould Beye, secrétaire général de la confédération syndicale nationale CLTM, ont été arrêtés. Aziz a posé sa candidature et remporté les élections. Quatre partis d'opposition ont invoqué la fraude électorale, affirmant que les résultats étaient courus d'avance. En octobre 2008, la police a violemment réprimé une manifestation syndicale organisée dans le centre de Nouakchott à l'occasion de la Journée mondiale pour le travail décent. Les bureaux syndicaux ont été assiégés par la police durant plusieurs heures. Vingt personnes ont été blessées au cours de l'offensive.

Guinée

En 2007, une grève générale contre la corruption et l'inflation a fait place à une vague de manifestations aux quatre coins du pays. Il s'ensuivit une répression violente par les forces de l'ordre qui a fait plus de 130 morts. Les autorités ont, par ailleurs, arrêté plusieurs syndicalistes et saccagé le siège de la centrale syndicale nationale CNTG. Le président Lansana Conté a imposé la loi martiale et une nouvelle grève générale a été annulée suite à la médiation de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). En juin 2008, Conté a ordonné la répression d'une grève des policiers qui s'est soldée par quatorze grévistes morts et une centaine d'arrestations. Un mois plus tôt, son gouvernement avait étouffé une mutinerie au sein de l'armée. Suite au décès du président Conté en décembre 2008, un coup d'État militaire a été organisé avec succès par le capitaine Moussa Dadis Camara. Le capitaine Camara a promis des élections pour 2010. Bien qu'il ait déclaré ne pas vouloir présenter sa candidature à la présidentielle, l'opposition, craignant qu'il ne rompe sa promesse, a organisé des manifestations. Les manifestations ont été écrasées par les forces armées, causant environ 150 morts outre une litanie d'abus, dont des viols et des blessures graves. En décembre 2009, le capitaine Camara a été grièvement blessé au cours d'une fusillade. Durant son traitement au Sénégal, le général Sékouba Konaté a assumé les fonctions de président par intérim, alors que le leader de l'opposition, Jean-Marie Doré, est passé Premier ministre par intérim et a conduit le pays aux élections en juin 2010. Alpha Condé a accédé à la présidence en remportant le second tour des présidentielles en novembre 2010.

I. Liberté syndicale et droit de négociation collective

La Mauritanie a ratifié la Convention n° 87 de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical en 1961 et la Convention n° 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective, en 2001. La Guinée a ratifié la Convention n° 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical et la Convention n° 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective en 1959.

Mauritanie

Le droit de former des syndicats et d'y adhérer est établi pour tous les travailleurs, à l'exception des magistrats et des personnels de la police et de l'armée. Pour enregistrer un syndicat, une autorisation préalable doit néanmoins être obtenue auprès du gouvernement. Le gouvernement conserve le droit de ne pas reconnaître un syndicat et use occasionnellement de ce pouvoir discrétionnaire. Seuls les représentants des travailleurs au sein des entreprises sont protégés contre la discrimination antisyndicale et la réintégration en cas de licenciement arbitraire n'est pas prévue. Bien que reconnus aux termes de la législation, le droit de négociation collective et le droit de grève restent frappés de restrictions excessives. Le ministère de la Fonction publique et du Travail a le pouvoir de décider si une organisation est ou non autorisée à engager des négociations. Des procédures fastidieuses doivent être épuisées avant qu'un appel à la grève ne puisse être lancé. Les syndicats des services publics sont tenus de déposer un préavis de grève un mois à l'avance, cependant que les autorités peuvent déclarer une grève illégale sans possibilité d'appel pour le syndicat. Les services essentiels sont définis d'une manière

large et vont au-delà des services « dont l'interruption est susceptible de mettre en danger la vie, la santé ou la sécurité personnelle de l'ensemble ou d'une partie de la population ».

Dans la pratique, le dialogue social est demeuré pratiquement inexistant à tous les niveaux. La seule convention collective multisectorielle remonte à 1974 alors que la convention sectorielle la plus récente date de 1969. Les autorités invitent exclusivement les syndicats pro-gouvernementaux à la table des négociations, ce qui a servi de motif au dépôt d'une plainte officielle à l'OIT en avril 2010 par les quatre principales centrales syndicales du pays. D'autre part, le ministère du Travail a refusé d'inclure un membre de la CGTM dans la délégation des travailleurs du pays à la Conférence internationale du travail, enfreignant par là-même les critères de représentation énoncés dans le code du travail.

La discrimination antisyndicale bat son plein et les employeurs peuvent congédier des militants syndicaux sans que cela ne porte à conséquence. Les élections sociales ont été reportées, manipulées ou interdites, notamment à Macore, à Mauritel, à Bemop et dans le port autonome de Nouakchott. Même dans des entreprises multinationales comme Coca Cola, les employés syndiqués ou prenant part à des activités syndicales sont harcelés et intimidés. Les autorités ont fréquemment recours à la violence pour disperser les manifestants et de nombreuses actions de grève ont été réprimées par les autorités. Par exemple en mai 2010, une intervention policière d'une violence extrême contre des dockers en grève dans le port de Nouakchott s'est soldée par l'arrestation de 70 grévistes qui ont été soumis à des interrogatoires. D'autres incidents similaires ont été signalés impliquant des employés de l'Hôtel de ville de Ksar, du ministère de l'Éducation et d'autres fonctionnaires de l'État. À Sélibaly, dans la région de Guidimagha, les forces de l'ordre ont effectué une descente dans le siège régional de la CGTM et ont arrêté tous les syndicalistes qui se trouvaient dans l'immeuble.

L'insuffisance de moyens et la corruption font que l'inspection du travail soit, la plupart du temps, incapable de faire respecter la législation du travail et d'en surveiller l'application. Qui plus est, les procédures judiciaires pour le règlement de différends sont longues et complexes et les employeurs passent outre aux décisions judiciaires en toute impunité.

Il n'y a pas de zone franche d'exportation dans le pays.

Guinée

Le droit de s'organiser et de former des syndicats est protégé dans la législation et consacré aux termes de la nouvelle constitution entrée en vigueur en avril 2010. La loi exclut le personnel militaire de l'exercice de ce droit. Les responsables syndicaux sont protégés contre la discrimination antisyndicale, toutefois, le code du travail n'étend pas cette protection à l'ensemble des travailleurs. Bien que le code du travail prévoit que les employeurs ne devraient pas prendre en considération l'affiliation syndicale et les activités des travailleurs dans l'embauche, la conduite et la résiliation d'un contrat, la législation ne prévoit pas de procédures d'appel et de sanctions suffisamment dissuasives.

Les travailleurs jouissent, par ailleurs, du droit de négociation collective et de grève ; toutefois, un appel à la grève ne peut être lancé que dans le cadre de « revendications d'ordre professionnel ». Si l'arbitrage est consensuel en vertu de la loi, les employeurs peuvent néanmoins imposer un arbitrage obligatoire dans la pratique. La Commission d'experts de l'OIT pour l'application des Conventions et Recommandations (CEACR) a souligné la nécessité de « *prendre des mesures pour assurer que l'arbitrage obligatoire (prévu aux articles 342, 350 et 351 du Code du travail) est limité au cas où les deux parties le demanderaient d'un commun accord* ». La définition des services essentiels est jugée excessivement large et dépasse largement la définition qu'en donne l'OIT. L'arbitrage obligatoire est pratique courante dans les services essentiels.

Les droits syndicaux ne sont pas toujours protégés en pratique. Dans le secteur minier par exemple, les employeurs et les gouvernements ont manqué de répondre aux griefs des travailleurs et les syndicats du secteur ont lancé plusieurs appels de grève et d'action collective pour hâter la révision de la convention nationale du secteur minier, qui est partielle envers les compagnies minières. L'importance de ce secteur dans l'économie nationale est telle qu'en avril 2010, le Premier ministre par intérim, Jean-Marie Doré, a menacé de recourir à la force et punir des travailleurs en grève dans une usine d'aluminium russe. En août 2010, la Société minière de Dinguiraye a mis à pied 223 travailleurs qui s'étaient mis en grève, accusant ces derniers de limiter la liberté de travailler, d'injures publiques, de menaces et de détentions. En octobre, le tribunal a déclaré deux des travailleurs coupables et l'employeur a fait appel de la sentence. La mise à pied des 223 travailleurs a, cependant, été maintenue.

En août 2010, des soldats ont perquisitionné le domicile du secrétaire général de la CNTG.

Il n'y a pas de zone franche d'exportation dans le pays.

Bien que la législation des deux pays reconnaisse le droit syndical, le droit de négociation collective et le droit de grève, ceux-ci restent frappés de nombreuses restrictions dans la pratique. Dans les deux pays, les forces de l'ordre ont continué à recourir à la répression à l'encontre des grévistes et des manifestants. Tant en Mauritanie qu'en Guinée, les syndicats s'affrontent aux persécutions, aux menaces et à l'intimidation.

II. Discrimination et égalité de rémunération

La Mauritanie a ratifié la Convention n° 100 de l'OIT sur l'égalité de rémunération en 2001 et a ratifié la Convention n° 111 concernant la discrimination (emploi et profession) en 1963. La Guinée a ratifié la Convention n° 100 sur l'égalité de rémunération en 1967 et la Convention n° 111 concernant la discrimination (emploi et profession) en 1960.

Mauritanie

La loi interdit la discrimination, notamment la discrimination liée à la race, à l'origine, au handicap et au sexe. La législation prévoit que les hommes et les femmes doivent recevoir un salaire égal pour un travail égal mais non « pour un travail de valeur égale ». Il n'y a pas de loi interdisant le harcèlement sexuel sur les lieux de travail.

En pratique, les femmes font l'objet de discrimination en matière d'emploi. Les femmes pâtissent d'un écart salarial de 42 pour cent au regard des hommes et leur participation aux effectifs est de 61 pour cent. Le harcèlement sexuel sur les lieux de travail est signalé comme un problème. La CGTM a observé que, d'une manière globale, les femmes restent confinées à certains types d'emplois, notamment l'agriculture (48,6 pour cent), l'administration générale (14 pour cent), le commerce (13 pour cent) et la santé et l'éducation (10 pour cent). Bien que la législation garantisse l'égalité hommes-femmes, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a noté qu'en pratique, la discrimination à l'égard des femmes reste présente dans le marché du travail.

Le gouvernement a créé de nouvelles possibilités d'emploi pour les femmes dans des secteurs traditionnellement dominés par les hommes, y compris le corps diplomatique, la police, les douanes et autres services publics. D'autre part, le ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et des Affaires familiales et le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) participent à la mise en œuvre d'un programme conjoint visant à la promotion de l'égalité hommes-femmes. Le Secrétariat chargé des affaires féminines met, lui aussi, en œuvre différents programmes, principalement dans le domaine de la sensibilisation aux droits des femmes.

Aucun programme ou système préférentiel de recrutement n'est mis en œuvre par le gouvernement pour promouvoir les possibilités d'emploi pour les personnes handicapées. Les personnes handicapées n'ont généralement pas accès aux bâtiments et le gouvernement n'a prévu aucun programme pour faciliter un tel accès. En juin 2010, le gouvernement mettait sur pied la Commission nationale multisectorielle pour la promotion des personnes handicapées ; ce centre n'était, toutefois, toujours pas opérationnel fin 2010.

La population mauritanienne se compose des groupes ethniques maure et afro-mauritanien. Certaines minorités feraient l'objet de discrimination par l'État en matière d'embauche dans le secteur public. La centrale syndicale nationale CLTM met l'accent sur « *les pratiques discriminatoires à l'embauche et dans la profession et la classification* ».

des emplois dont certains Mauritaniens sont régulièrement victimes, notamment les esclaves, les anciens esclaves ou les descendants d'esclaves ».

L'homosexualité est passible de la peine de mort. Bien qu'aucun incident lié à la discrimination n'ait été signalé, les homosexuels pourraient manifestement faire l'objet de discrimination dans l'emploi.

Les personnes vivant avec le VIH/sida s'affrontent à une stigmatisation sociale et bien que cela ne soit attesté par aucun rapport, nombre d'entre elles pourraient être victimes de discrimination en matière d'emploi. Aucune information n'est disponible concernant les programmes de lutte contre le VIH/sida au travail.

Guinée

La loi interdit la discrimination, notamment la discrimination liée à la race, à l'appartenance ethnique, aux opinions politiques et au sexe. Toujours est-il que la loi traditionnelle, qui prévaut dans certains cas sur la loi officielle, en particulier dans les zones rurales, est discriminatoire à l'égard des femmes à de nombreux égards, notamment en matière d'emploi. Il n'y a pas de loi interdisant le harcèlement sexuel sur les lieux de travail. La CEACR a, à maintes reprises, appelé à la modification de la section 20 de l'Ordonnance de 1987, qui fixe les principes généraux afférents aux services publics et interdit la discrimination uniquement sur la base des opinions philosophiques ou religieuses et du sexe.

Le harcèlement sexuel sur les lieux de travail est signalé comme un problème. Bien qu'on ne dispose pas de données statistiques récentes concernant l'écart des salaires entre hommes et femmes, entre autres formes de discrimination liée au sexe, une étude antérieure (Glick and Sahn, 1997) montre que les femmes sont confrontées à la discrimination dans la profession et à des obstacles plus importants en matière d'éducation que les hommes à l'heure d'accéder à un emploi formel. À caractéristiques égales, les employeurs préfèrent engager des hommes plutôt que des femmes. La même étude montre, par ailleurs, que les hommes gagnent plus que les femmes.

La discrimination à l'encontre des personnes handicapées n'est pas illégale. L'accès aux bâtiments n'est pas obligatoire et le gouvernement n'a mis en œuvre aucun programme ni pris aucune mesure pour venir en aide aux personnes handicapées. Les personnes handicapées finissent généralement dans la mendicité ou sont employées dans des activités économiques informelles.

La population de la Guinée se compose, entre autres, des groupes ethniques Soussou, Peuhl et Malinkés. Les tendances en matière d'embauche dans le secteur privé dénotent une discrimination à l'encontre de nombreux groupes en fonction de la zone.

Si l'homosexualité n'est pas illégale, le Premier ministre a, néanmoins, déclaré que celle-ci devrait être interdite. Les personnes homosexuelles s'affrontent à une discrimination sociale qui peut s'étendre à certains aspects de l'emploi.

Les personnes vivant avec le VIH/sida se voient confrontées à une stigmatisation et à une discrimination sociales, y compris dans divers aspects de l'emploi. Aucune information n'est disponible concernant les programmes de lutte contre le VIH/sida au travail.

Bien que les deux pays interdisent la discrimination liée à l'ethnicité et au sexe, entre autres, ils sont dépourvus de lois interdisant le harcèlement sexuel sur les lieux de travail. Les femmes sont sujettes à des inégalités salariales considérables au regard de leurs collègues du sexe masculin et se trouvent confinées dans des postes informels et faiblement rémunérés. La discrimination touche différentes minorités ethniques, les handicapés, les homosexuels et les personnes vivant avec le VIH/sida.

III. Travail des enfants

La Mauritanie a ratifié la Convention n° 138 sur l'âge minimum d'accès à l'emploi et la Convention n° 182 sur les pires formes de travail des enfants en 2001. La Guinée a ratifié la Convention n° 138 sur l'âge minimum d'accès à l'emploi et la Convention n° 182 sur les pires formes de travail des enfants en 2003.

Mauritanie

La loi interdit l'embauche d'enfants de moins de 14 ans, à l'exception des travaux légers pour les enfants de 12 à 14 ans, qui sont limités à deux heures par jour tant durant les jours d'école que les vacances scolaires. La loi étend l'interdiction aux enfants de moins de 14 ans dans le cas de l'emploi dans les secteurs non agricoles et aux enfants de moins de 13 ans dans le secteur agricole, sauf exemption accordée par le ministère du Travail pour cause de circonstances locales. Les enfants ne devraient pas travailler plus de 8 heures par jour et ne devraient pas être employés pour travailler la nuit. La loi est discriminatoire à l'égard des jeunes travailleurs dès lors qu'elle fixe leur rémunération à 70 ou 90 pour cent du salaire minimum en fonction de l'âge. Le Code pénal relatif à la protection des enfants prévoit des sanctions en cas d'exploitation d'un enfant, d'incitation d'un enfant à la mendicité ou d'autorisation accordée à une autre personne à telle fin. Toutefois, l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins illicites ne sont pas explicitement interdits par cette loi, ni par aucune autre loi.

D'autre part, la Mauritanie a déclaré qu'elle limitait, dans un premier temps, la portée de la Convention n° 138 aux branches d'activité économique et aux types d'entreprise couverts par l'article 5(3) de la Convention, toutefois « *à l'exclusion des entreprises familiales ou de petites dimensions produisant pour le marché local et n'employant pas régulièrement des travailleurs salariés* ».

Les enfants sont soumis à l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 14 ans, moyennant une période minimum de scolarisation de six ans.

Dans la pratique, les rapports montrent que dans les zones urbaines, les enfants sont forcés à la mendicité par des gangs criminels ou exploités dans la construction, le

transport et la distribution d'eau. Les enfants sont aussi réduits au travail forcé ou à la mendicité par les enseignants des écoles coraniques, en échange de leur apprentissage et de leur instruction religieuse. Dans les zones rurales, les enfants travaillent dans l'agriculture, la pêche et l'élevage. Des cas d'enfants contraints au travail forcé sont signalés, y compris certaines formes traditionnelles d'esclavage. Beaucoup de filles sont réduites à la servitude domestique, souvent non rémunérée. Les employées domestiques sont particulièrement vulnérables à l'exploitation abusive et beaucoup de filles sont, à terme, forcées à se prostituer. Une étude de l'UNICEF en 2004 estimait à environ 90.000 le nombre d'enfants de moins de 14 ans exerçant un emploi dans le pays.

Le ministère des Affaires sociales, responsable de la supervision de l'application de la loi relative aux droits de l'enfance manque de moyens et a une capacité limitée à faire appliquer la loi. L'inspection du travail est dépourvue des ressources financières et humaines nécessaires pour faire appliquer la loi sur le travail des enfants dans la majeure partie du pays.

Guinée

La loi interdit l'accès à l'emploi d'enfants de moins de 16 ans. Les enfants ne sont pas autorisés à effectuer un travail de nuit ou à travailler plus de dix heures consécutives. Les apprentis peuvent commencer à travailler dès l'âge de 12 ans, en cas de travaux légers, ou à partir de 14 pour les autres types de travail. Le gouvernement a créé une liste des professions dangereuses pour lesquelles l'accès à l'emploi n'est pas autorisé pour les personnes de moins de 18 ans. Le champ d'application de la loi ne couvre pas les enfants effectuant un travail non rémunéré, temporaire ou sans contrat dans l'agriculture ou la servitude domestique. La loi n'interdit pas l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de production de matériel pornographique et d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de drogues.

Les enfants sont soumis à l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 16 ans.

Le travail des enfants représente un problème dans la pratique. Dans les zones rurales, les enfants effectuent des tâches dangereuses dans les fermes, les mines et les pêcheries. Des sources officielles indiquent que des enfants n'ayant dans certains cas pas plus de 5 ans, sont exploités sept jours sur sept, à raison de 10 à 15 heures par jour, dans des mines de diamant et d'or en échange d'un peu d'argent et de nourriture. D'après certains rapports, les enfants des mines sont exposés à des conditions de travail et à des dangers extrêmes, cependant qu'on les empêche d'aller à l'école et de communiquer avec leurs parents. Le recours à la main-d'œuvre enfantine dans les mines est répandu : Les enfants représentent, dans certains cas, la moitié de l'effectif d'une mine. Dans les zones urbaines, les enfants travaillent généralement dans le transport, la construction et la servitude domestique. Les domestiques, qui sont pratiquement toujours du sexe féminin, seraient nombreuses à être soumises à des horaires de travail interminables, sans rémunération. Un rapport de Human Rights Watch montre en outre que beaucoup de filles sont victimes de violence, y compris de viols. Par ailleurs, il s'agit très souvent de victimes d'une traite des personnes depuis le Mali et d'autres pays qui sont réduites à

l'exploitation au travail ou à des fins sexuelles. D'autres sont confiées par leurs parents de plein gré contre la promesse d'une éducation scolaire (« *confiage* »). La même tendance est observée dans les écoles coraniques, auxquelles les familles rurales confient l'éducation de leurs enfants. Si la famille n'est pas à même d'assumer les frais de l'enfant, celui-ci est mis au travail, généralement en tant que mendiant, vendeur ambulant ou cireur de chaussures, pour couvrir les frais de scolarisation.

L'inspection du travail manque de ressources et les inspections ne couvrent pas le travail des enfants. Le gouvernement s'efforce, néanmoins, de sensibiliser l'opinion à ce problème au travers de campagnes. Le ministère des Affaires sociales et de la Promotion féminine et de l'Enfance a adopté une déclaration qui renferme une série de protections et d'objectifs généraux contre le travail des enfants ; toutefois, aucun résultat spécifique n'est visé. La Stratégie de réduction de la pauvreté (2007-2010) comporte également des éléments concernant la protection de l'enfance, y compris au travail. Le gouvernement a participé à différents projets bénéficiant d'un soutien financier des États-Unis, notamment des projets s'attaquant aux problèmes des enfants exploités dans l'agriculture, les mines et les services domestiques. La Guinée participe, par ailleurs, au Programme ouest-africain OIT/IPEC pour lutter contre le travail dangereux et l'exploitation des enfants par le travail dans le secteur du cacao et de l'agriculture commerciale (WACAP).

La législation réglemente le travail des enfants mais pas toujours conformément aux Conventions 182 et 138. Le travail des enfants, en particulier sous ses pires formes, représente un problème dans les deux pays. L'insuffisance des moyens à la disposition des organismes chargés de l'application de la loi est exacerbée par un contrôle déficient.

IV. Travail forcé

La Mauritanie a ratifié la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé en 1961 et a ratifié la Convention n° 105 sur l'abolition du travail forcé en 1997. La Guinée a ratifié la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé en 1959 et a ratifié la Convention n° 105 sur l'abolition du travail forcé en 1961.

Mauritanie

Le travail forcé, y compris l'esclavage, est interdit par la loi. La loi anti-esclavage de 2007 a aboli l'esclavage et prévoit des peines de prison de 5 à 10 ans en cas d'infraction. Elle prescrit en outre des sanctions pour les fonctionnaires du gouvernement qui manqueraient de réagir face à des cas signalés de travaux forcés. La loi prescrit également des sanctions en cas d'obtention de bénéfices dérivés du travail forcé et d'utilisation ou de recrutement d'esclaves. Toutefois, à ce jour, il n'y a eu qu'une seule condamnation en vertu de cette loi. Plusieurs autres cas sont en instance ou ont été abandonnés. La loi de 2003 contre la traite des personnes interdit la traite des êtres humains et prévoit des peines de prison de 5 à 10 ans en cas d'infraction.

Le travail forcé représente un problème dans la pratique. Des rapports montrent que le travail obligatoire sous toutes ses formes est répandu dans les zones rurales et dans les villes et touche aussi bien les hommes, les femmes que les enfants. La situation est

particulièrement problématique dans les domaines de la servitude domestique, de la mendicité et de l'agriculture. La traite des êtres humains survient à la fois au départ et à destination du pays et plus particulièrement à des fins de prostitution, se présentant dans ce cas sous forme de « mariages temporaires ».

Les formes traditionnelles d'esclavage représentent un problème alarmant, surtout dans les zones rurales. D'après l'ONG « SOS Esclaves », en 2009, l'esclavage touchait près d'un cinquième de la population du pays, estimée à 3,1 millions d'habitants. Dans certains cas, des esclaves affranchis ou des descendants de tribus traditionnellement réduites à l'esclavage s'offrent aux maîtres de leur plein gré car ils manquent de moyens propres pour subvenir à leurs nécessités vitales ou pour « *préserver l'accès aux terres qu'ils exploitaient traditionnellement* ». Descendants de plusieurs générations successives d'esclaves, certains esclaves croient que leur servitude vis-à-vis de leur maître est justifiée par la volonté divine. « *Certaines personnes s'auto-identifiaient en tant qu'esclaves ou maîtres et semblaient ignorer que l'esclavage a été aboli.* » L'esclavage est un problème particulièrement répandu dans l'élevage de chameaux et la servitude domestique. Les rapports font état d'exécutions fréquentes d'esclaves qui ont tenté de prendre la fuite et ont été retrouvés par leurs maîtres.

Six militants anti-esclavagistes appartenant à l'Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste en Mauritanie (IRA) ont été emprisonnés en janvier 2011 pour attaque contre des agents, obstruction à l'ordre public et affiliation à une organisation non reconnue. Les militants avaient levé le voile sur le cas de deux fillettes de 9 et 14 ans réduites à l'esclavage dans le domicile d'un cadre supérieur apparemment connu du secteur bancaire. La police a recueilli les filles au domicile du banquier pour les interroger mais les militants se sont vu interdire l'accès aux audiences, raison pour laquelle ils ont manifesté devant le commissariat de police. Plusieurs militants ont été attaqués et certains d'entre eux ont été arrêtés. Le tribunal a condamné le maître des esclaves à six mois de prison et les mères des fillettes à six mois avec sursis. Le maître des esclaves a, cependant, été libéré au bout de 12 jours. En mars 2011, le maître des esclaves a été acquitté par la Cour d'appel de Nouakchott. Les rapports fournissent des informations contradictoires concernant les sentences prononcées contre les militants. Toujours est-il qu'au moins un d'entre eux a été condamné à six mois de prison pour agression contre un policier. D'après un autre rapport, le militant en question aurait été gracié au terme d'un mois d'incarcération. Plusieurs ONG signalent que les victimes sont souvent contraintes moyennant pressions à retirer les plaintes.

Le gouvernement a organisé un atelier de travail de formation sur la loi anti-esclavage de 2007. Celui-ci s'adressait aux fonctionnaires du gouvernement. Par ailleurs, il met en œuvre un Programme pour l'éradication des séquelles de l'esclavage, dans le cadre duquel une aide économique est fournie aux communautés d'esclaves affranchis. Le gouvernement reconnaît que la traite des personnes représente un problème et a mis sur pied une institution multipartite pour combattre cette traite et, en particulier, la traite des enfants. Les résultats engrangés par cette institution restent méconnus. Le gouvernement mène en outre une campagne médiatique pour informer les citoyens au sujet de la loi anti-esclavage de 2007.

Guinée

Le Code pénal de 1998 interdit la traite des personnes mais pas toutes les formes de travail forcé. La servitude pour dette n'est pas explicitement interdite. Le Code pénal prescrit des peines de prison de 5 à 10 ans pour priver une personne de sa liberté et de 2 à 5 ans lorsque l'acte est commis à des fins de prostitution. Les rapports montrent qu'à ce jour, il n'y aurait eu aucune condamnation en vertu de cette loi. En 2010, 12 procédures restaient en instance alors que 18 cas ont été abandonnés. Le Code relatif à l'enfance de 2009 interdit la traite des enfants sous toutes ses formes et prévoit des peines de prison de 3 à 10 ans.

La CEACR a critiqué le fait que le Code pénal de 1998 inclut des dispositions prévoyant des peines de prison avec travail obligatoire pour entretenir ou exprimer des opinions politiques ou des vues idéologiques opposées à l'ordre établi. De même, la loi organique n° 91/02/CTRN de 1991 sur les partis politiques et la loi n° 91/05/CTRN relative à la liberté de la presse renferment des dispositions qui *« rendent les actions couvertes par les clauses présentes de la Convention [n° 105] passibles d'emprisonnement, y compris de travail obligatoire. »* Par ailleurs, aux termes de différents décrets, *« le travail est obligatoire pour tous les condamnés de droit commun mais est facultatif pour les accusés et les prévenus »*.

Le travail forcé et la traite des êtres humains constituent un grave problème en Guinée. Dans les zones rurales, le travail forcé est utilisé dans les exploitations agricoles, de même que dans les mines d'or et de diamant. Les femmes et les jeunes filles victimes du travail forcé sont généralement exploitées dans la prostitution ou la servitude domestique.

Le gouvernement ne fournit pas la moindre aide aux victimes de la traite et du travail forcé. Le gouvernement n'a fourni aucune formation à ses fonctionnaires quant au traitement des cas de traite des êtres humains. Les autorités chargées de l'application du droit manqueraient de ressources et certaines d'entre elles, la police des frontières notamment, seraient corrompues par les trafiquants. Le gouvernement mène une campagne médiatique de sensibilisation publique à ce sujet. Le gouvernement mène également un Plan d'action national pour la lutte contre la traite des personnes (2009-2013). Celui-ci est toutefois resté inactif en raison de conflits juridictionnels avec d'autres agences concernant en matière de financement.

Le travail forcé et la traite des êtres humains sont interdits dans les deux pays. Dans la pratique, la Guinée n'a pas accompli de progrès notables dans la lutte contre ces crimes. Il est estimé qu'environ 20 pour-cent de la population mauritanienne sont soumis à des situations assimilables à l'esclavage, le gouvernement continuant de tolérer à très large échelle de pratiques s'apparentant à de l'esclavage.

Recommandations

Mauritanie

1. La loi devrait accorder aux magistrats et aux personnels policiers le droit de s'organiser et de mener des négociations collectives.
2. Toute disposition soumettant la formation d'un syndicat à l'obtention d'une autorisation préalable du gouvernement devrait être abrogée. Les autorités devraient automatiquement reconnaître un syndicat lorsque la demande de reconnaissance remplit les conditions légales prescrites.
3. Toutes restrictions excessives au droit de négociation collective et au droit de grève devraient être supprimées. Partant, le ministère de la Fonction publique et du Travail ne devraient pas être autorisés à décider si une organisation a ou non le droit d'entrer en négociations. De même, une annonce et un préavis de grève devraient être suffisants pour déclencher une grève légale. Lorsque les autorités déclarent une grève illégale, elles devraient être tenues de s'expliquer quant au fondement juridique sur lequel se base leur décision et les syndicats devraient avoir le droit de faire appel.
4. Les autorités devraient inviter les syndicats représentatifs et pas seulement les syndicats pro-gouvernementaux aux négociations.
5. Les travailleurs devraient être mieux protégés contre la discrimination antisyndicale et les employeurs devraient assumer les conséquences juridiques en cas de licenciements déloyaux.
6. Les autorités devraient respecter le droit de rassemblement pacifique et s'abstenir de recourir à la violence pour disperser les manifestants.
7. La loi devrait être modifiée de manière à exprimer pleinement le principe du « salaire égal pour les hommes et les femmes pour un travail de valeur égale ».
8. Les autorités devraient promulguer une liste des professions dangereuses après consultation avec les partenaires sociaux.
9. La portée de la loi devrait être étendue aux entreprises familiales et de petites dimensions.
10. Les autorités devraient veiller à la stricte application de la loi anti-esclavage de 2007 et faire en sorte que les coupables soient condamnés. La tolérance des autorités à l'égard de ces crimes doit cesser. Le gouvernement doit poursuivre sa campagne sur le contenu de la loi et s'employer à transformer les normes sociétales afférentes à l'esclavage et au travail forcé. Plutôt que d'incarcérer les militants anti-esclavagistes, le gouvernement devrait travailler avec eux et avec les syndicats pour éradiquer l'esclavage et les pratiques s'apparentant à l'esclavage. Une stratégie globale est requise pour combattre l'esclavage.

Guinée

1. La législation devrait être modifiée de manière à ce que des grèves puissent être déclenchées non seulement sur la base de « revendications d'ordre professionnel » mais aussi pour des revendications sociales et économiques.
2. Les autorités devraient respecter les syndicats et s'abstenir d'entreprendre des actions antisyndicales comme les perquisitions, dont le but véritable est d'intimider les syndicalistes. Le Premier ministre, les autorités et les employeurs

- devraient s'abstenir de menacer les syndicats par la violence et engager un dialogue constructif avec eux aux fins de répondre aux griefs des travailleurs.
3. Conformément à ce que préconise la CEACR, l'Ordonnance de 1987 qui établit les principes généraux afférents aux services publics et interdit la discrimination uniquement sur la base des opinions philosophiques ou religieuses et du sexe devrait être modifiée de façon à inclure tous les motifs pertinents pour lesquels la discrimination devrait être illégale.
 4. Le champ d'application de la loi sur le travail des enfants devrait être étendu de manière à couvrir les enfants effectuant un travail non rémunéré, temporaire ou sans contrat dans l'agriculture ou la servitude domestique.
 5. Le Code pénal devrait interdire le travail forcé sous toutes ses formes, y compris la servitude pour dette. Le gouvernement devrait déterminer si une loi spécifique contre le travail forcé et une autre contre la traite des êtres humains sont nécessaires.
 6. Attendu qu'il n'y a pas eu de condamnation en vertu des dispositions du Code pénal relatives au travail forcé et à la traite des êtres humains, le gouvernement devrait prendre ses dispositions pour faire aboutir les condamnations des accusés.
 7. Comme le préconise la CEACR, il convient d'abroger les dispositions du Code pénal de 1998 qui prévoient des peines de prison avec travail obligatoire pour entretenir ou exprimer des opinions politiques ou des vues idéologiques opposées à l'ordre établi. De même, certaines dispositions de la loi organique n° 91/02/CTRN de 1991 sur les partis politiques et de la loi n° 91/05/CTRN sur la liberté de la presse devraient, elles aussi, être abrogées. Le gouvernement devrait en outre abroger différents décrets aux termes desquels « le travail est obligatoire pour tous les condamnés de droit commun mais est facultatif pour les accusés et les prévenus. »
 8. Le gouvernement devrait enquêter sur les allégations concernant la corruption de fonctionnaires de la police des frontières et d'autres responsables chargés de faire respecter la loi et traduire en justice ceux qui entretiennent des liens avec des trafiquants et le crime organisé.

Recommandations générales concernant la Mauritanie et la Guinée

1. Les autorités devraient aussi redynamiser le dialogue social à tous les niveaux.
2. Les services essentiels devraient être redéfinis et se limiter aux services « dont l'interruption est susceptible de mettre en danger la vie, la santé ou la sécurité personnelle de l'ensemble ou d'une partie de la population ».
3. Le code du travail devrait étendre la protection contre la discrimination antisyndicale à l'ensemble des travailleurs et travailleuses.
4. Les législations des deux pays devraient prévoir des procédures d'appel et des peines suffisamment dissuasives en cas de licenciement déloyal au motif de l'activité ou de l'affiliation syndicale. À cette fin, les autorités devraient veiller à appliquer toutes les décisions de la justice.
5. Dans les deux pays, les gouvernements devraient prendre des dispositions urgentes pour améliorer la participation des femmes dans la vie active, de même que dans l'accès à des emplois hautement qualifiés et hautement rémunérés et combler l'écart salarial entre hommes et femmes. Des mesures doivent aussi être

- prises, y compris des formations, pour autonomiser certains groupes ethniques spécifiques, les personnes handicapées, les homosexuels, et d'autres groupes qui subissent une discrimination dans l'emploi.
6. Des lois doivent être promulguées interdisant le harcèlement sexuel sur les lieux de travail.
 7. Les gouvernements des deux pays doivent activement encourager les entreprises à adopter des programmes sur la lutte contre le VIH/sida au niveau de l'entreprise.
 8. L'utilisation, le recrutement ou la mise à disposition d'enfants à des fins illicites doivent être explicitement interdits par la législation des deux pays.
 9. Une enquête doit être menée sur les allégations selon lesquelles des enfants sont contraints à la mendicité et au travail pour subvenir à leur instruction religieuse ou professionnelle.
 10. Les gouvernements doivent commencer à activement condamner les personnes coupables de traite des êtres humains et de recours au travail forcé et les autorités judiciaires doivent imposer des peines dissuasives.
 11. Les gouvernements devraient renforcer la capacité des pouvoirs publics à reconnaître et à venir en aide aux victimes de la traite et du travail forcé.
 12. Les gouvernements devraient renforcer leurs capacités en matière d'application de la loi et leurs capacités judiciaires afin de contrôler et de faire appliquer la législation du travail, y compris la législation relative aux violations des droits syndicaux, au travail des enfants, au travail forcé et à la traite et punir les personnes qui commettent ces crimes.
 13. L'inspection du travail doit être adéquatement financée et les inspecteurs doivent être adéquatement formés.
 14. L'OMC devrait interpeller les autorités mauritaniennes et guinéennes sur les engagements qu'elles ont pris à l'occasion des Conférences ministérielles de Singapour et de Doha de respecter les normes fondamentales du travail. Elle devrait appeler l'OIT à intensifier sa collaboration dans ces domaines avec les gouvernements de la Mauritanie et de la Guinée et à soumettre un rapport au Conseil général de l'OMC à l'occasion du prochain examen de la politique commerciale.

Références

Amnesty International, *Des militants anti-esclavagistes sont incarcérés en Mauritanie*, 7 janvier 2011, accessible via le lien suivant :

<http://www.unhcr.org/refworld/docid/4d2c15402.html>.

Amnesty International, *Rapport Annuel 2011 – Mauritanie*, 13 mai 2011, accessible via le lien suivant : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4dce1555c.html>.

Amnesty International, *Rapport Annuel 2011 - Guinée*, 13 mai 2011, accessible via le lien suivant : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4dce1567c.html>.

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), *Observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes : Mauritanie*, CEDAW/C/MRT/CO/1, 11 juin 2007, accessible via le lien suivant :

http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/cedaw25years/content/french/CONCLUDING_COMMENTS/Mauritania/Mauritania-CO-1.pdf.

Freedom House, *Freedom in the World 2011 - Mauritania*, 21 juillet 2011, accessible via le lien suivant : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4e27e91cc.html>.

Freedom House, *Freedom in the World 2011 - Guinée*, 26 mai 2011, accessible via le lien suivant : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4dde17c1c.html>.

Glick, Peter and David E. Sahn, *Gender and Education Impacts on Employment and Earnings in West Africa: Evidence from Guinea*, Economic Development and Cultural Change, Vol. 45, No. 3 avril 1997

Human Rights Watch, *Bottom of the Ladder, Exploitation and Abuse of Girl Domestic Workers in Guinea*, 15 juin 2007

Commission d'experts de l'OIT pour l'application des conventions et recommandations (CEACR), *Rapports, Observations individuelles, Observations générales et Demandes directes*, 2007-2011

OIT, *Ratification des normes fondamentales du travail*

Réseaux d'information régionaux intégrés (IRIN), *Mauritanie : Le procès des activistes met en lumière la loi anti-esclavage*, 4 janvier 2011, accessible via le lien suivant :

<http://www.unhcr.org/refworld/docid/4d26bbe51e.html>.

Réseaux d'information régionaux intégrés (IRIN), Mauritanie : *Mattalla Ould M'Boirk, « Je préférerais qu'on me tue plutôt que de retourner chez mes maîtres »*, 4 janvier 2011, accessible via le lien suivant : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4d26bbe5c.html>.

CSI, Rapport annuel des violations des droits syndicaux, 2009, 2010 et 2011, accessible via le lien suivant : <http://survey.ituc-csi.org/>.

Actualités CSI, *Mauritanie : Pour un retour urgent à la démocratie*, mars 2009, accessible via le lien suivant : www.ituc-csi.org/mauritania-call-for-an-urgent.html.

Actualités CSI, *Mauritanie : la CSI condamne les violences contre une marche syndicale*, octobre 2008, accessible via le lien suivant : www.ituc-csi.org/mauritania-ituc-condemns-violent.html.

Actualités CSI, *Guinée : La création d'une commission d'enquête nécessaire après la sanglante répression de manifestants*, octobre 2009, accessible via le lien suivant : www.ituc-csi.org/guinea-commission-of-inquiry-must.html.

Minority Rights Group International, *State of the World's Minorities and Indigenous Peoples 2011 - Mauritania*, 6 juillet 2011, accessible via le lien suivant : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4e16d36841.html>.

Minority Rights Group International, *State of the World's Minorities and Indigenous Peoples 2011 - Mauritania*, 6 juillet 2011, accessible via le lien suivant : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4e16d372c.html>.

UN News Service, *UN official calls on Mauritania to do more to eradicate slave-like practices*, 29 avril 2011, accessible via le lien suivant : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4dbfa45414.html>.

Office des nations unies contre la drogue et le crime, *Rapport mondial sur la traite des personnes*, février 2009, accessible via le lien suivant : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/49997ae45.html>.

United States Department of Labor, *2009 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Guinea*, 15 décembre 2010, accessible via le lien suivant : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4d4a6803d.html>.

United States Department of Labor, *2009 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Guinea*, 15 décembre 2010, accessible via le lien suivant : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4d4a6803d.html>.

United States Department of State, *2010 Country Reports on Human Rights Practices - Guinea*, 8 avril 2011, accessible via le lien suivant : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4da56dc30.html>.

United States Department of State, *2010 Country Reports on Human Rights Practices - Mauritania*, 8 avril 2011, accessible via le lien suivant : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4da56da95.html>.

United States Department of State, *2011 Trafficking in Persons Report - Mauritania*, 27 juin 2011, accessible via le lien suivant :

<http://www.unhcr.org/refworld/docid/4e12ee6041.html>.

United States Department of State, *2011 Trafficking in Persons Report - Guinea*, 27 juin 2011, accessible via le lien suivant :

<http://www.unhcr.org/refworld/docid/4e12ee79c.html>.

World Economic Forum, *The Global Gender Gap Report*, 2010